

Institut de démobilisation

Correspondance

1

1. Alain Badiou.
2. Alexandre Lacroix (*Philosophie Magazine*).
3. Yves Michaud.
4. Samuel Nohra (*Ouest-France*).
5. Hugues de Jouvenel (*Groupe Futuribles*).
6. Direction du Public du Musée du Louvre.
7. Section PS de l'Île de Ré.
8. Jacques Kirsner (*JEM Productions*).
9. Direction de la bibliothèque des Champs Libres.
10. Centre d'Art Contemporain de Lacoux.

—

Institut de démobilisation
Hiver 2008-2009
<http://i2d.blog-libre.net>
i2d@no-log.org

1. Alain Badiou

—
Nouvelles éditions lignes
85 rue de la Fontaine aux Roi
75 011 Paris

—
16/01/08

Badiou,

« Parmi les séquences politiques, longues ou brèves, identifiées comme travaillant, dès le milieu des années 70, à réinstaller l'hypothèse communiste »¹, tu devras assurément ajouter ta participation spectaculaire au festival *Citéphilo* de Lille le lundi 26 novembre, lors d'une belle journée de flagorneries parrainée par *Philosophie magazine*, la FNAC, Sciences po. Lille et l'hebdomadaire de la « révolution libérale » à venir *Marianne*. Quelle joie d'avoir pu te voir vendre ton *best seller* à 14 euro dans un auditorium bourgeois, quadrillé par une tripotée de vigiles soucieux de faire respecter l'équivalence mathématique entre le nombre de spectateurs et celui des sièges en velours.

Sache que tu n'as jamais rien représenté pour nous, vendu.

—
Institut de démobilisation

¹ Cf. *Circonstances*, 4. *De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, Nouvelles Editions Lignes, 2007, p. 147 : « Parmi les séquences politiques, longues ou brèves, identifiées comme travaillant, dès le milieu des années 70, à réinstaller l'hypothèse communiste (même si le mot était souvent honni), c'est-à-dire à transformer, à contre-courant de la domination du capitalo-parlementarisme, le rapport entre la politique et l'Etat, on peut citer : les deux premières années de la révolution portugaise ; la toute première séquence, notamment dans les usines, du mouvement Solidarnosc en Pologne ; la première phase de l'insurrection contre le Shah d'Iran ; la création en France de l'Organisation politique [sic] ; le mouvement Zapatiste au Mexique. »[ndlr]

2. Alexandre Lacroix.

—
alacroix@philomag.com

Objet : En réponse à votre éditorial de *Philosophie magazine* n° 16 (février 2008) :
« Un rêve d'aristocrate ».

Monsieur Lacroix,

Les récupérateurs spectaculaires des œuvres et de la pensée de Guy Debord semblent avoir de beaux jours devant eux. Vous croyez voir dans le situationnisme « un rêve d'aristocrate ». C'est votre droit. Mais c'est assurément faux. La pensée situationniste était avant toute chose une pensée de l'*émancipation* des travailleurs-esclaves. Guy Debord entendait lui-même lutter pour libérer la vie quotidienne des classes laborieuses et élaborer pour elles de nouvelles chances ; cette entreprise passant nécessairement par la dénonciation et l'abolition de l'exploitation de classe qui caractérise le travail salarié. Il faudra vous y faire. A feuilleter votre magazine, on se demande finalement si le « rêve d'aristocrate » que vous évoquez ne serait pas celui d'une philosophie sur papier glacée à 4,90 euro, émaillée de belles réclames pour du champagne (p.2), de la soupe (p.11) ou du parfum (p.100) et vouée seulement à nous resservir l'idéologie capitaliste à la sauce intello. Mais les produits de luxe restent de banales marchandises, comme la lessive ou le papier hygiénique. Vous avez trouvé la bonne astuce pour vous enrichir et gagner des élections en vendant aux demi-habiles de la philosophie à la livre.² Soit. Mais ne venez pas faire à bon compte la morale à ceux qui ont œuvré pour l'abolition de la société marchande et réalisé la philosophie dans le monde. Au lieu d'écrire vos inepties de la page 3, vous feriez mieux de terminer votre verre de champagne de la page 2 ; il va s'éventer.

—
Institut de démobilisation
<http://i2d.blog-libre.net>
i2d@no-log.org

² Sur la couverture du *Philosophie magazine* n° 17 un petit logo stipulait : « Élu meilleur nouveau magazine ». [ndlr]

3. Yves Michaud.

—
michaud06@gmail.com

—
[Suite à l'intervention de la Section rennaise de l'Institut de démobilisation dans le cadre de la Biennale d'art contemporain « Valeurs croisées », en mai 2008 à Rennes, Yves Michaud écrivait sur son blog : « Il y eut bien, le soir du vernissage, distribution d'un tract d'un certain "Institut de démobilisation" (sic) dénonçant cette connivence entre art et entreprise au nom de l'émancipation, la vraie ! Les auteurs du tract ne devaient pas être des jeunots : ils y rappelaient avec lyrisme l'occupation de Lip en... 1973. Peut-être auraient-ils mérité leur place dans la biennale à la rubrique "faillites du passé". Car, malheureusement pour ces "tracteurs", on n'est plus au beau temps des Lip. »^{3]}

—
De : i2d@no-log.org
Date : Lun 30 juin 2008 20:08
À : michaud06@gmail.com
Copie à : yves.michaud@univ-rouen.fr
Priorité : Normale

—
Michaud,

Tes camarades de Ouest France nous identifiaient récemment comme un « groupe de jeunes ».⁴

Tu conjectures pour ta part que nous ne sommes plus « des jeunots ».

Il faudra accorder vos violons.

Spéculer sur la moyenne d'âge des membres de l'Institut de démobilisation est il est vrai l'un des plus sûrs moyens d'éluder les questions qu'il pose ; et de réduire la politique à une dispensable enquête pour sociologues démographes.

Reste que cela fait de toi un sale petit sophiste, Michaud.

Et Ségolène Royale en sait quelque chose.

« Tout le monde il est sage, tout le monde, il est poli, tout le monde il est correct. »⁵

C'est que le portrait que tu dresses — sur ton blog de la bande à Rothschild — de l'artiste contemporain ne renvoie jamais que ta propre image de philosophe [sic] à la solde des puissants, Michaud.

Et tu voudrais louer la critique, la malséance, la violence, la vulgarité ?

³ Cf. http://traverses.blogs.liberation.fr/yves_michaud/2008/06/en-raison-de-li.html

⁴ Cf. <http://www.ouest-france.fr/2008/05/12/saint-malo/Un-nouveau-Mai-68--53639843.html>

⁵ « Il faut en prendre son parti : tout le monde il est sage, tout le monde, il est poli, tout le monde il est correct. C'est aussi ça l'art contemporain : du gaz peut-être mais léger, un peu euphorisant ou anesthésiant. Dans le temps on appelait cela du chloroforme. Le pire est qu'en plus il n'y a personne à endormir. » Cf. note 3. [ndlr]

As-tu jamais lu un seul de tes livres ? As-tu jamais écouté une seule de tes interventions sur France Culture [sic] ?
On peut certes déplorer les « faillites du passé ».
Il nous paraîtrait plus intéressant de faire la liste des faillites du présent, dont assurément tu es.
Tu n'as rien à apprendre à personne, Michaud.
Garde-toi à l'avenir de parler de nous.
Ça nous dispensera d'avoir à t'adresser la parole.

—

Institut de démobilisation
i2d@no-log.org
<http://i2d.blog-libre.net>

* * *

Objet : Re:
De : « yves michaud » <michaud06@gmail.com>
Date : Mer 2 juillet 2008 21:18
À : i2d@no-log.org
Priorité : Normale

—

Vos réponses vous honorent.
Continuez.
J'ajoute quand même dans votre registre, pour me mettre à votre « hauteur » :
Pauvres cons !

4. Samuel Nohra.

—
Samuel.Nohra@ouest-france.fr

—
[Suite à un « violent incident » qui opposa, le vendredi 14 novembre 2008, 6 contrôleurs de la STAR et « une douzaine de jeunes semant la pagaille au fond [d'un] bus » (*Ouest-France*, 17/11/08), l'Institut de démobilisation publiait un texte intitulé « Quelques remarques séditeuses regardant les contrôleurs du Service de Transport de l'Agglomération Rennaise (STAR) », dans lequel on trouvait la phrase suivante : « *Ouest-France* prend bien soin d'alimenter la machine à faire peur en donnant la parole à Thérèse, Amandine, Aldo et Stéphane — usagers-clients paranoïaques sortis tout droit de la tête d'un journaliste réactionnaire à la con —, en fait en offrant une large tribune aux idées d'ultra-droite de François-Régis Hutin. »]

—
Objet : journaliste à la con !

De : « Nohra Samuel » <Samuel.Nohra@ouest-france.fr>

Date : Lun 15 décembre 2008 11:17

À : i2d@no-log.org

Priorité : Normale

—
Démobilisateurs, démobilisatrices anonymes !

En tant que journaliste « réactionnaire à la con », je me permets de vous écrire suite à la gentille lettre que vous avez laissé dans ma boîte aux lettres. J'ai pris le temps de la lire. J'adore votre courage. Se planquer derrière un mail et glisser une lettre anonyme dans un casier ! Tellement plus facile que d'en parler face à face. Blablatérer et ressortir le coup du complot médiatico-politique avec des insultes gratuites. Vu et revu !

Allez, je vous invite à venir passer une journée à la rédaction, cet infâme lieu de l'ultra-droite ! Mais c'est vrai, vous allez me répondre que ça ne vous intéresse pas, que vous n'allez pas vous abaisser à ça ! Et que vous savez déjà tout ce qui s'y passe !
Confortable !

Sur ce...

Samuel Nohra

* * *

Objet : Re: journaliste à la con!

De : i2d@no-log.org

Date : Lun 15 décembre 2008 13:11

À : « Nohra Samuel » <Samuel.Nohra@ouest-france.fr>

—
Monsieur Nohra,

Vous connaissez nos ficelles, nous connaissons les vôtres.

C'est que nul n'a le monopole de l'anonymat. L'« insulte gratuite » «journaliste réactionnaire à la con» entendait qualifier celle ou celui qui s'exprimait commodément derrière les pseudonymes de Thérèse, Amandine, Aldo et Stéphane. Il s'agissait pour nous d'une hypothèse de travail. Nous ne pouvions pas savoir que vous étiez le journaliste en question.

Dans tous les cas, il y a ceux qui se réfugient derrière des lettres glissées dans des casiers, et ceux qui se réfugient derrière l'autorité d'un quotidien diffusé à près de 800 000 exemplaires. A chacun de juger quelle est la position la plus confortable... A chacun de juger s'il est confortable ou non de prôner le dialogue *a posteriori*. « En parler face à face » avec vous ? Mais avez-vous parlé vous-même de la « véritable bataille rangée » du 14 novembre avec la « douzaine de jeunes semant la pagaille » au fond du bus 3 ? Et auquel cas, pourquoi ne leur avez-vous pas donné la parole ? Ou bien s'agissait-il de marquer le caractère foncièrement gratuit de ce « violent incident » ? Comme si la violence était toujours sans raison ; et la riposte policière légitime. A pleutre, pleutre et demi.

Bien entendu, vous vous efforcez de faire votre travail, en respectant les codes de déontologie du métier. A coup sûr, vos collègues qui ont signé ces dernières semaines de fâcheux papiers sur les arcades de La Poste, ou l'an dernier sur les nuisances provoquées par les poivrots de la place Sainte-Anne, les respectent tout autant. Qui se sent morveux se mouche. Et si nous croyons savoir tout ce qui se passe à la rédaction de Ouest-France, vous croyez savoir vous-même tout ce qui se passe dans les rues de Rennes ; et même dans la tête de tous les Rennais. Certes, vous connaissez les dessous de la ville *via* ce que vous en disent les contrôleurs du STAR, les bourgeois pleurnichards du centre-ville, les agents locaux de la DCRI, les marchands et les « élus », auxquels vous n'en finissez pas de donner la parole, dans vos articles, votre courrier des lecteurs ou vos forums Internet. Vous ne connaissez donc qu'une insignifiante partie de ce qui s'y joue réellement. Car cette insignifiante partie est celle des classes moyennes supérieures et aisées et de tous les gagnants de la guerre économique, celle de tous les camarades du clan Hutin, dont vos chefs vous demandent quotidiennement de relayer les opinions et les humeurs. Ou bien nous convaincrez-vous que vos articles n'ont rien de partial ?

Il vous restait l'argument, lui-même « vu et revu », du complot. Vous n'êtes pas le premier, rassurez-vous. Nous en avons vu d'autres. Mais cherchez bien. Jamais nous n'avons évoqué l'existence d'un « complot médiatico-politique » dans le texte que nous vous avons transmis ou dans n'importe lequel de nos articles disponibles dans nos dépôts Internet. C'est que de Ouest-France à la Ville de Rennes, de Ouest-France à la Préfecture d'Ille et Vilaine, de Ouest-France à l'hôtel de police, les liens de connivence sont si grossiers, si aveuglants, si consubstantiels qu'employer ici le terme de « complot » reviendrait seulement à le priver de son sens.

Il n'y a pas de complot. Il y a un quotidien régional et l'idéologie réactionnaire qu'il véhicule.

Il y a un quotidien et ses ficelles.
Plus grosses encore que le nez au milieu de la figure du père Hutin.
Cordialement.

—

Institut de démobilisation

* * *

Objet : RE: journaliste à la con !
De : « Nohra Samuel » <Samuel.Nohra@ouest-france.fr>
Date : Lun 15 décembre 2008 14:03
À : i2d@no-log.org
Priorité : Normale

—

Re-bonjour

Dont acte ! Toujours intéressant le débat d'idées et heureusement qu'il y en a encore !
Si ça vous dit que l'on en discute autour d'un verre un des ces 4, je suis preneur ! Vous savez où me contacter !

Allez sans rancune et joyeux Noël !

Samuel Nohra
Ouest-France
38 rue du Pré Botté
35051 Rennes Cedex 9
02.99.29.69.00
samuel.nohra@ouest-france.fr

5. Hugues de Jouvenel.

—
hjouvenel@futuribles.com
—

[Suite à la publication dans la presse d'un article de l'Institut de démobilisation sur les agents de sécurité privée, Hugues de Jouvenel, Président du *Groupe Futuribles*, « think tank privé et indépendant » [sic], nous écrivait : « Mais, plus généralement, je serais également heureux de savoir sur quels sujets vous travaillez actuellement et d'explorer avec vous de quelle façon nous pourrions vous associer de manière plus ou moins régulière à la revue *Futuribles*, voire aux autres activités du groupe que je dirige [...] Si vous voulez bien me communiquer votre adresse postale, je vous adresserai bien volontiers une documentation générale sur nos activités et plusieurs exemplaires de notre revue. »]

—
XXX, le 17 mars.

Monsieur de Jouvenel,

Nous avons d'abord envisagé, suite à la lecture de vos diverses réclames pour le *Groupe Futuribles*, et un peu innocemment nous devons bien l'avouer, vous envoyer une longue liste de remarques visant à mettre en évidence le caractère violemment idéologique de l'ensemble de vos travaux et activités.

A la réflexion, il nous est apparu que vous ne manqueriez pas de profiter de ces remarques, assurément détaillées et originales, pour maquiller habilement vos méthodes et vos façons ; pour vous rendre un peu plus présentable ; pour jouer l'innocent, le candide, l'ingénu. La revue *Futuribles* n'est-elle pas en effet « indépendante de tout parti politique, de toute idéologie et de toute religion » ?

Notre pire crainte serait précisément que vous parveniez à le faire croire. Heureusement, vos prospectus sont si caricaturaux, pour ne pas dire si grotesques, qu'ils se ridiculisent par eux-mêmes et ne doivent d'être pris un tant soit peu au sérieux qu'à être lus seulement par des individus du milieu, qui produisent eux-mêmes d'autres prospectus, en tout point identiques aux vôtres. La valeur de vos documents serait nulle et non avenue si ceux qui les utilisent n'étaient pas soucieux d'assurer, en les reconnaissant, la valeur de leurs propres documents. Dans ces conditions, d'un renvoi de document à l'autre, vous vous garderez bien vous-même de trouver à redire aux documents du détestable *Institut Montaigne* ou de la fâcheuse *Fondation pour l'innovation politique*. Si l'un d'entre vous venait à céder, l'édifice s'écroulerait tout entier.

Nos amis ouvriers spécialisés chez PSA Peugeot-Citroën de Rennes ou chômeurs, de même que les plupart des membres de l'Institut de démobilisation, quand ils ont feuilleté vos dépliants, n'ont trouvé à y répondre qu'un grand éclat de rire, bien plus éloquent sans doute que toutes les critiques de fond que nous avons d'abord le projet

de vous adresser. Plutôt que de perdre notre temps à essayer de les formuler, nous préférons en définitive joindre notre rire au leur. Du reste, il est toujours pénible de devoir en remonter à plus âgé que soi.

A vrai dire, nous avons beaucoup de mal à comprendre l'intérêt que vous portez à nos recherches. Nous nous refusons à trancher, vous concernant, entre la confondante naïveté de l'enfant modèle, qui laisserait présager du pire pour vos activités au sein du *Groupe Futuribles* — ce qui ne nous étonnerait pas, au demeurant, au regard de l'amateurisme et de la stupidité dont fait immanquablement preuve tout ce que le pays compte d'« experts » — et la sournoiserie de l'enfant gâté, soucieux d'infiltrer les organes de contestation radicale parce qu'il sait que c'est là, *et seulement là*, qu'une véritable pensée est effectivement produite ; à mille lieux des ratiocinations idéologique de tous vos « réservoirs » à la mode.

Le slogan du *Groupe Futuribles* est « L'anticipation au service de l'action ». De quelle action s'agit-il ici ? Sachez, Monsieur de Jouvenel, et c'est là peut-être tout ce qui nous rapproche, que l'Institut de démobilisation se veut lui aussi *au service de l'action*. Mais de notre à action à la vôtre, il y a la distance infranchissable des barricades. Tout conseiller à la solde du pouvoir que vous êtes, une action véritablement politique est ce que vous redoutez le plus ; et vos « dispositifs de veille et d'intelligence stratégique » n'ont pas d'autre vocation que de la rendre chaque jour un peu plus improbable. On lisait dans la publication #5 de l'Institut de démobilisation (« *De l'absurdité de l'ordre : "Adaptez-vous !"* ») la phrase suivante : « Le think tank, aujourd'hui, est le réservoir de ces décisions mortes : les solutions. »

En plus de bouffons, les princes ont toujours trouvé plaisant de s'entourer de devins et d'astrologues, censés habiller d'un soupçon de nécessité ce grand jeu de dupes qu'est le pouvoir quand on entend l'assumer seul ou en famille. Aujourd'hui, les experts lisent dans les variations du CAC 40 ce que leurs prédécesseurs lisaient dans les étoiles ou les entrailles des animaux domestiques. Si, du point de vue de la politique elle-même, leurs prédictions se sont toujours révélées, aux uns comme aux autres, sinon funestes, du moins totalement erronées ; les seconds, par rapport aux premiers, avaient le mérite incomparable de mettre un brin de poésie dans cette fosse à purin qu'est tout système politique dans lequel quelques uns s'autoproclament « experts », et décident pour tous les autres.

Quand le *Groupe Futuribles* s'interroge sur les moyens de reconduire le pouvoir en place et le modèle économique sur lequel il se fonde, quand la revue *Futuribles* réfléchit sur les moyens de pérenniser l'accumulation du capital et la prolifération de la forme-marchandise, le travail de l'Institut de démobilisation s'inscrit dans une démarche de contestation radicale, voire révolutionnaire, qui entend bien en finir une fois pour toutes avec la misère de la vie quotidienne en milieu marchand et mettre en œuvre le principe fondateur de toute démocratie possible, principe selon lequel *il ne faut en aucun cas donner le pouvoir à ceux qui le réclament*.

Cela suffit, Monsieur de Jouvenel, vous l'avez bien compris, pour faire de nous des ennemis. Toute votre clique d'experts et de spécialistes à la solde des chefs d'entreprises pourra bien agiter ses caleuettes dans tous les sens, une révolution ne se prévoit ni ne se décrète, simplement *elle a lieu*. Aussi bien, vos travaux au fond nous rassurent. D'un système de veille à l'autre, d'un think tank à l'autre, nous ne lisons que l'inquiétude de Louis XVI et de ses laquets le jour où le peuple de Paris en colère marchât sur Versailles.

Sans que le *Groupe Futuribles* et l'Institut de démobilisation aient besoin de se donner rendez-vous, tout porte à croire que leurs chemins seront amenés, un jour ou l'autre, prochainement peut-être, à se croiser de nouveau.

Veuillez recevoir, Monsieur de Jouvenel, l'assurance, etc.

—

Institut de démobilisation
<http://i2d.blog-libre.net>
i2d@no-log.org

6. Direction du Public du Musée du Louvre.

—
monique.duvivier@louvre.fr
—

[Ce courrier entendait mettre un terme à la correspondance entre l'Institut de démobilisation et la Direction du Public du Musée du Louvre, qui souhaitait faire intervenir celui-là dans le cadre d'un séminaire en interne, destiné aux agents de sécurité du Musée, sur le thème de « l'hospitalité en contexte d'hyperfréquentation ».]

—
Le 27/04/08

Mme Duvivier,

Nous vous remercions vivement de fréquenter le site de l'Institut de démobilisation avec l'assiduité que les temps présents requièrent. Mais, au point où en sont les choses, certaines précisions s'imposent. L'Institut de démobilisation n'existe pas ; pas plus que Simon Le Labourier, qui n'est qu'un prête-nom pour nos rares interventions en territoire spectaculaire marchand. L'Institut de démobilisation n'est lui-même qu'un nom mis sur l'action ; mais des noms, cette action en possède bien d'autres, que vous pourrez vous amuser à découvrir en surfant ici et là sur *Google*. Soyons honnêtes, en vous adressant à ce très improbable Simon Le Labourier, c'est avec l'Institut de démobilisation lui-même que vous traitiez et c'est incontestablement l'Institut de démobilisation qui se serait exprimé en son nom, sous un masque ou un autre ; il est vrai que nous ne nous étions pas encore fixé sur celui d'entre nous qui prendrait la parole devant vos « partenaires » de la Direction de la Surveillance. La prudence que vous avez manifestée, et ce depuis le départ, dit à la fois votre complète lucidité sur les activités de l'Institut de démobilisation comme organe de pensée radicale et votre conscience aiguë des risques encourus par une entreprise comme le Musée du Louvre à se trouver confrontée à une pensée de cet ordre ; la conscience aiguë d'un *débordement* possible. Car l'Institut de démobilisation ni ne « polémique », ni ne cherche le « débat ». ⁶ L'Institut de démobilisation se contente, chaque fois que cela lui paraît de rigueur, de distribuer des gifles.

Aussi bien, nous voyons mal quel genre de « débat » l'intervention d'un quelconque Simon Le Labourier aurait bien pu susciter au vu des précautions répétées que vous avez prises à notre égard. C'est que nous avons du mal à comprendre les motivations qui vous poussent à louer les services d'un « philosophe » pour lui demander ensuite de réciter des comptines pour enfants sages — comme Anne Dufourmantelle a brillamment su le faire. Il ne nous a

⁶ Cf. Frédéric Nef, « Qui sont les “nouveaux philosophes” analytiques II », *Esprit*, mai 2007. « L'article de Simon Le Labourier [...] est erroné sur plusieurs points et verse volontiers dans la polémique et la caricature, de telle sorte qu'il ne peut pas, quoi qu'il en dise [!], constituer le point de départ d'un débat philosophique [...] Simon Le Labourier simplifie et caricature, supprimant toute chance de dialogue. »

jamais semblé que la philosophie avait vocation à dire au monde ce que le monde avait envie d'entendre ; bien au contraire. Du reste, nous n'avons jamais trouvé dans votre invitation qu'une occasion de relayer les idées révolutionnaires dont l'Institut de démobilisation — comme d'autres entités moins visibles — se fait le porteur ; et assurément de nous amuser un peu. L'occasion était trop belle. L'hypermarché de la consommation artistique de masse à la française méritait à coup sûr le déploiement de toute notre fougue agitatrice. Car pour ce qui est de la « tension difficile » entre sécurité et hospitalité, le musée du Louvre — comme tous les entrepôts privés ou publics de l'art inerte — a choisi son camp ; qui ne sera jamais le nôtre. C'est un fait, les œuvres de Gauguin (« J'ai voulu établir le droit de tout oser »), de Picasso ou de Van Gogh, dont la vérité négative a toujours été la négation *justifiée* de la société qui les entourait, ont été récupérées par leurs pires ennemis. En 1937 à Paris, quand l'ambassadeur nazi Otto Abetz demandait à Picasso devant son tableau *Guernica* : « C'est vous qui avez fait cela ? », Picasso répondait bien justement : « Non. C'est vous. »⁷

Vous déplorez que nous ayons évoqué sur notre site Internet l'existence de ce petit frichti en interne. Dans ces conditions, vous pourrez déplorer identiquement qu'il en ait été fait mention lors de notre conférence du 13 mars à Genève et dans un certain nombre de tracts sur les dispositifs de sécurité, tracts qui ont été diffusés à Rennes, à Lille, à Bordeaux mais aussi, tout récemment, à Munich. Le projet même de sensibiliser des gardiens de la marchandise à la dimension de l'« hospitalité » est trop grotesque pour que nous nous privions d'en faire mention chaque fois que cela nous sera profitable. On veut louer les services de gros-bras menaçants pour défendre sa petite propriété privée artistique ; on voudrait encore que ces gros-bras aient tout l'air d'innocentes peluches. Comme si la question de savoir comment accueillir 8,3 millions de visiteurs l'an dans l'« hospitalité » n'était pas seulement une bonne blague. Comme si le Musée du Louvre, comme n'importe quelle « propriété privée de masse », n'était pas une gigantesque forteresse policière avec ses cohortes d'agents de sécurité et ses bataillons de caméras de vidéosurveillance. Mais il s'agissait moins pour nous de « communiquer », exigence qui nous est pour ainsi dire étrangère⁸, que beaucoup plus simplement de vous *citer* ; mais dans le sens que Karl Kraus donne à ce verbe, à savoir de vous citer à *comparaître*.

Pour ce qui est des vigiles eux-mêmes, dont le sort est loin de nous être égal, il aurait été semble-t-il plus judicieux, au vu de leurs déplorables conditions de travail, de les sensibiliser à la dimension de la *grève*. Nous ne saurions mieux vous suggérer, en lieu et place de ce petit-déjeuner manqué, de lire aux agents de sécurité du Musée du Louvre quelque extrait de nos *Thèses sur le concept de grève*, que vous pourrez télécharger gratuitement sur notre site Internet. Qui sait alors s'ils ne feront pas cause commune avec les prochains grévistes, étudiants ou chômeurs, qui investiront le Musée du Louvre pour bloquer l'accès aux caisses et offrir l'entrée aux visiteurs, cessant par là même de considérer les œuvres de notre patrimoine artistique commun comme de banales marchandises ?

C'est que le monde merveilleux de la marchandise-fétiche, fût-il assimilé grossièrement comme ici à celui, ailleurs bien vivant, de l'art, nous ennuie profondément. Nous nous refusons en effet, et en toute occasion, à rester de passifs spectateurs. *A contrario*, l'existence de ces « visiteurs étrangers, venant de cultures parfois très différentes de la nôtre, [et qui] n'ont pas toujours les mêmes réflexes vis-à-vis des œuvres exposées »⁹,

⁷ Rapporté par G. Debord, « Les situationnistes et les nouvelles formes d'action dans la politique ou l'art », in *Œuvres*, Gallimard, 2006, p. 652.

⁸ Cf. <http://i2d.blog-libre.net> : « L'Institut de démobilisation n'a ni lieu, ni vitrine. Il ne communique pas. Il n'est pas transparent. »

⁹ Propos exprimés par Serge Leduc, directeur de la surveillance du Musée du Louvre.

l'existence de ces chinois qui, en dépit de tous vos dispositifs disciplinaires, s'allongent dans les vénérables sarcophages de la Galerie égyptienne, nous remplit immensément de joie ; preuve que l'art n'est pas tout à fait mort, que sa muséification spectaculaire dans les dépotoirs de la non-intervention n'est pas encore totalement achevée. Ce que ces touristes chinois ont fait ou continuent de faire, nous voudrions encourager tous les visiteurs du Musée du Louvre à le reproduire eux-mêmes. Et au nom de quoi, sinon de son affligeante valeur d'échange, serait-il interdit de « toucher » un tableau ou une sculpture ? Car, et c'est là notre mot d'ordre, *l'art ne doit pas être séparé de la vie quotidienne*. La séparation concertée et entretenue entre les artistes d'un côté et les spectateurs de l'autre, séparation matérialisée par les dispositifs de surveillance que le Musée du Louvre semble soucieux de rendre chaque jour un peu plus impérieux, nous paraît éminemment funeste. Et pourquoi les œuvres du passé devraient-elles être, comme vos momies, vitrifiées pour l'éternité si cela a pour seul effet de reconduire le partage spectaculaire entre une majorité condamnée à la consommation passive et une minorité de spécialistes chargés de décider et de thésauriser pour la première ? Un art éphémère et vivant ne vaut-il pas mieux qu'un art éternel et mort ? La révolution n'est pas de « montrer » la vie aux gens, mais de les faire vivre. La meilleure manière de traiter l'art du passé n'est-il pas alors de le remettre en jeu dans la vie, et sur ce qu'elle a de réellement important ?

Construire une œuvre d'art totale, voilà ce à quoi ont aspiré les membres de l'Institut de démobilisation qui sont intervenus dans le cadre de l'exposition *Bread for everybody* de l'indien Debesh Goswami à Rennes (35) ou de l'exposition *©box: into the future* du CACL de Lacoux (01) ; interventions dont vous aurez pu lire le compte-rendu sur notre site Internet. Nous écrivions alors : « Pour que quelque chose comme de la "culture" existe, une séparation spectaculaire entre des observateurs extérieurs et passifs d'un côté et une œuvre d'art sacralisée de l'autre, doit être savamment entretenue. Le principe du spectacle : la *non-intervention*. » L'Institut de démobilisation travaille au contraire en direction d'un art qui serait, par tous, directement vécu.

Au vu de ce qui vient d'être dit, et pour l'affaire qui nous intéresse, l'Institut de démobilisation — de même que son avatar polycéphale Simon Le Labourier — préfère maintenant se rendre imperceptible et s'évanouir furtivement dans le vent d'avril finissant. Nous ne voulons ni remplir vos fiches de renseignements policières ni prendre la parole dans le cadre étroit et ennuyeux que vous avez péremptoirement fixé. Le *contrôle*, sous toutes ses formes, ne nous a jamais fait bander, quand bien même il pouvait nous ouvrir la porte à quelques festives réjouissances.

Veillez recevoir, Mme Duvivier, l'assurance de nos sincères salutations.

Institut de démobilisation
<http://i2d.blog-libre.net>
i2d@no-log.org

7. Section PS de l'Île de Ré.

—
psiledere@aol.com
—

Objet : Le P.S. et l'Institut de démobilisation
De : i2d@no-log.org
Date : Sam 12 avril 2008 18 :15
À : psiledere@aol.com
Priorité : Normale
—

Mesdames, messieurs les responsables de la section socialiste de l'Île de Ré,
Suite à la publication sur votre blog et sans l'accord de son auteur, de l'article
« Alarmante banalisation des vigiles » de M. Etienne Caubère, membre de l'Institut de
démobilisation, le même Institut tient à vous faire savoir qu'il considère le Parti dit
Socialiste comme un parti éminemment nuisible et qu'il travaille en direction de sa
souhaitable dissolution dans les délais les plus brefs.¹⁰
Veuillez agréer, mesdames, messieurs, etc.

—
Section rennais de l'Institut de démobilisation

* * *

Objet : Re: Le P.S. et l'Institut de démobilisation
De : PS île de Ré <psiledere@aol.com>
Date : Sam 12 avril 2008 19:05
À : i2d@no-log.org
Priorité : Normale
—

Désolé que vous nous considériez, vous aussi, à l'instar de la section UMP de la
Rochelle-Ile de Ré, comme nuisible.

Pourtant le fait que nous travaillions à la diffusion des textes de vos membres les plus
éminents, relayant ainsi *Le Monde Diplomatique* d'où nous avons tiré cette analyse,
devrait vous remplir de joie...

¹⁰ <http://iledere.parti-socialiste.fr/2008/02/15/alamrante-banalisation-des-vigiles> [ndlr]

N'étant pas les seuls à avoir trouvé ce texte excellent et à l'avoir publié, je crains que de nombreuses dissolutions soient à prévoir et nous pourrions alors nous repaître de la bouille réjouie de Mr Nicolas Princen... [sic]

/**/

Bien à vous

Alain Renaldini

* * *

Rennes, le 14/04/08

Monsieur Renaldini,

Une transformation radicale de nos conditions d'existence s'impose.

Le vœu d'une rapide dissolution du Parti dit Socialiste est loin d'être pour nous la lubie que vous pensez. A tout point de vue, cette dissolution nous apparaît comme une étape nécessaire (mais non-suffisante) en direction de cette transformation radicale à venir. C'est que le Parti Socialiste, et quiconque y aura réfléchi plus de deux minutes le tiendra maintenant pour une évidence, n'a plus à ce jour de « socialiste » que le nom ; et c'est sur le poids historique de ce nom seul que les bouts de ficelle pantelants qui le constituent parviennent à faire encore illusion, que le PS peut se présenter encore comme un parti d'« opposition ». Quoi de plus éloigné en effet d'un socialisme *réel* que vos pratiques et vos combines pour briguer le pouvoir à chaque sortie d'urne ? Et combien de privatisations sous nos gouvernement dits « de gauche » ? Et combien de reconduites à la frontière ? Et combien de caméras de vidéosurveillance, Jean-Pierre Chevènement ? Ne serait-ce la formidable détresse matérielle et morale dans laquelle les dirigeants spécialisés, dont vous êtes, maintiennent sciemment les ressources humaines mobilisées dans votre guerre économique, tout cela prêterait à sourire. Mais le temps presse.

Le Parti dit Socialiste est nuisible parce qu'il fait obstacle à l'avènement d'une prise de conscience généralisée — inévitable, quoique artificiellement retardée — et de la transformation radicale qui s'en suivra, par son laborieux travail de propagande réactionnaire. Car cette propagande, orchestrée de main de maître par les fabricants de la désinformation marchande, entend nous persuader de la nécessité historique d'un capitalisme dont il s'agirait seulement de prévenir les dérives, d'inhiber les tendances perverses ou de panser les plaies, et vite un petit Bad Godesberg ou un tournant de la rigueur pendant que les Bourses s'enflamment. A cette contingence historique élevée au rang de nécessité, à ce regrettable accident fait loi de nature, il faudrait que nous nous adaptions, et sans avoir notre mot à dire — et les peuples crient pourtant : à bas l'hypercentre commercial policier « Europe » ! — ; car la guerre fait rage, et la Chine prend de l'avance avec ses bataillons d'ingénieurs confucéens lâchés sur le monde. Et nous vous posons la question : quel avenir pour un parti dit « d'opposition » qui fait inlassablement de la réclame pour son ennemi historique ? Et une politique dite d'« ouverture » brouille-t-elle le jeu ou le simplifie-t-elle au contraire, avançons main dans la main mon petit Nicolas, ta bouille réjouie vaut bien la nôtre. Aussi bien, en milieu démocratique spectaculaire, on croise, d'une majorité

l'autre, d'une opposition l'autre, d'un parti dit « de gouvernement » l'autre, les mêmes experts agréés par les réseaux de circulation de la valeur d'échange, les mêmes laboratoires d'idées « indépendants » financés par les multinationales de la radioactivité ou de la sous-alimentation industrielle de masse, les mêmes camarades de promotion des écoles de sélection automatique de l'élite bureaucratique d'Etat et vaut-il mieux défendre des idées de droite ou des idées de gauche pour s'assurer une belle petite carrière en politique, ô Ségolène Royale ? A moins que l'ennemi historique en question ne soit pas celui qu'on croit, sale petit révolutionnaire, on aura ta peau.

Nous sommes impatients. L'Institut de démobilisation se passera bien des faveurs du Parti dit Socialiste — et *a fortiori* de sa section de l'Ile de Ré — pour faire entendre sa voix, dont l'écho retentit librement et par lui-même en-dehors des canaux spectaculaires de la pensée unique dirigée, et il s'en faudrait de peu pour que cet écho se métamorphose en clameur. Soyons honnêtes, en ce qui concerne le Parti dit Socialiste, seule la disparition complète de ce vulgaire produit marketing, que Jacques Séguéla et consorts s'obstinent à nous vendre comme un parti de gauche, saura véritablement nous « remplir de joie ».

Nous ne sommes pas camarades, Monsieur Renaldini. Nous ne voulons pas de votre réformisme marchand, de votre capitalisme vert ou éthique qui n'en continue pas moins de doper les Bourses mondiales en inondant nos vies quotidiennes de gadgets écolos ou de favoriser les intérêts des technocrates du Ministère de la terreur nucléaire — le progrès humain et les armées n'ont-ils toujours marché dans la même direction ? — en somme, de renforcer votre adversaire, pardon votre meilleur allié dans la course aux légions d'honneur et au rendement économique.

Comprenez bien, Monsieur Renaldini, que les textes de l'Institut de démobilisation sont des textes dont le Parti dit Socialiste est toujours, directement ou indirectement, et non moins que sa petite sœur l'UMP — et pourquoi s'en prendre à elle M. Renaldini, ne lave-t-on pas son linge sale en famille ? —, la cible. Dans notre opuscule #5 (*De l'absurdité de l'ordre* : « Adaptez-vous ! »), on pouvait lire les phrases suivantes :

« L'Adaptation (ou Capitalisme) est donc la négation de la politique. Car la politique est au contraire le lieu où les décisions peuvent avoir lieu. Quand des hommes politiques eux-mêmes reprennent le refrain de l'adaptation (« la France doit se moderniser, s'adapter, mettre en œuvre les solutions qui s'imposent »), ils font (enfin) l'aveu, à mots couverts, de la mort de la politique : très simplement ils confessent leur asservissement à la nécessité (« Nous avons les poings liés ») et l'asservissement de leurs décisions aux solutions de l'Expert. »

C'est qu'un expert, fût-il à la solde de votre parti ou de celui de votre voisin, reste un expert, un sale petit expert, c'est-à-dire un professionnel des lois arbitraires du marché divinisé et de la reprogrammation marchande des subjectivités humaines.

Incapable, pour alimenter tous les blogs de ses infinies sections et sous-sections, de produire lui-même les analyses radicales dont il aime encore parfois cyniquement se réclamer, le Parti dit Socialiste les pioche à loisir chez ses plus virulents détracteurs, dont le *Monde diplomatique* n'est assurément pas des plus offensifs — qu'on se souvienne de l'affaire « Jacques Rancière » pendant la dernière campagne présidentielle. La sécurité, voilà à coup sûr un sujet susceptible d'intéresser les patrons de l'entreprise gauche. En 1997, 20 ans après la loi « Sécurité et liberté » d'Alain Peyrefitte et 10 ans avant l'« ordre juste » de Ségolène Royale, Lionel Jospin concluait lui-même le colloque dit « de Villepinte » de la manière suivante : « *Un citoyen dont la*

sécurité n'est pas assurée ne peut exercer son droit à la liberté. » Le Syndicat National des Entreprises de Sécurité (SNES) applaudit. Les vigiles, toujours plus nombreux, toujours plus dévoués à la sécurité des marchandises-reines, seront tenus, en gouvernement dit « de gauche », de sourire et d'être aimables. Identiquement, les agents de police, comme cela s'est vu dans la ville de Genève au mois de décembre 2007, pourront porter, pendant les fêtes, des bonnets de père Noël en lieu et place de leur képi [sic]. Un brin de maquillage parviendra toujours à faire d'un régime de terreur une comptine pour enfants sages.

Veillez recevoir, Monsieur Renaldini, etc.

—

Institut de démobilisation
Section rennais
<http://i2d.blog-libre.net>
i2d@no-log.org

8. Jacques Kirsner.

—
jemprod@wanadoo.fr
—

[En janvier 2008, le producteur « marxiste » Jacques Kirsner prenait contact avec l'Institut de démobilisation pour lui proposer de participer à la réalisation d'un documentaire sur les agents de sécurité privée. Lorsque notre interlocuteur demanda au dit Jacques Kirsner quel serait le rôle précis de l'Institut et quelles étaient les garanties concernant l'intégrité des propos qu'il serait susceptible d'y tenir, celui-ci trouva plaisant de répondre : « Ni en documentaire, ni en fiction, il n'y a aucune garantie. C'est comme ça. Ça fait partie des plaisirs du cinéma. Si tout cela vous semble trop compliqué, restons-en là [...] Dans le cas contraire, travaillez. »]

—
Monsieur Kirsner,

Nous nous interrogeons.

En 1990, vous confiez à votre ami Jean-Michel Gaillard, énarque et militant socialiste, l'adaptation du plagiat biographique de Nicolas Sarkozy — alors membre du gouvernement Balladur — *Georges Mandel, le moine de la politique* ; plagiat dont vous avez acquis les droits.

Nous nous interrogeons.

Votre documentaire *Histoire de la police française*, diffusé en 2004 sur TF1, a été réalisé « avec le soutien du Ministère de l'Intérieur ».

Nous nous interrogeons.

Votre « ami » Emile Pérez, que les questions liées à la sécurité privée semblent toucher au plus près, cosignait en 2000 *L'Amérique, la violence, les crimes. La réalité et les mythes* avec Alain Bauer, grand chantre du modèle américain de tolérance zéro en France et PDG d'*AB Associates*, société privée de conseil en sécurité.

Nous nous interrogeons.

Vous vous félicitez, dans les colonnes du *Monde*, de la décision prise par Nicolas Sarkozy de supprimer la publicité des antennes publiques. L'ami que vous aviez en commun avec l'actuel président de la République ne serait pas pour rien, selon vous, dans cette affaire. Comme si la télévision publique ne restait pas tout entière du côté du pouvoir ; comme si elle ne valait pas seulement, en qualité et en durée, ce que vaut le pouvoir lui-même.

Nous nous interrogeons.

Vous envisagez de louer les services d'un « spécialiste » pour la réalisation d'un documentaire sur les agents de sécurité privée. Quand ce spécialiste vous fait part, pour des raisons éminemment politiques, de ses inquiétudes sur le monde de la production audiovisuelle, vous vous contentez de lui adresser un très paternel : « C'est comme ça. » L'éventualité que la parole de vos « auteurs » puisse se faire récupérer, détourner ou trahir « fait partie, selon vous, des plaisirs du cinéma ». Si ce sont là des plaisirs, ne sont-ce pas seulement ceux des renégats ?

Nous nous interrogeons.

Vous vous présentez comme « marxiste ». Vous envisagez pourtant la production d'œuvres cinématographiques comme celle de n'importe quelle marchandise. La vieille recette de grand-mère que vous nous confessez en témoigne. Un concept, une chaîne — n'importe laquelle, et pourquoi pas TF1 ? — qui accepte le projet, une collaboration entre professionnels, etc. Voilà qui revient, pour quelqu'un qui entend défendre des idées politiques, et sauf votre respect, à faire preuve d'un certain dilettantisme. Sans conteste, l'engagement se conjugue mal avec la mise en disponibilité des cerveaux. A moins que votre intention ait d'emblée été tout autre. Aussi bien, vous ne prenez vous-même, de ce point de vue, pas beaucoup de risques ; il faut dire que le cinéma est l'un des rares secteurs où le producteur précisément ne produit rien.

Nous nous interrogeons.

Vous avez accepté les règles qui commandent la production de produits culturels dans le contexte général d'une économie de type capitaliste. C'est non seulement votre droit ; mais surtout, nous dites-vous, « c'est la vie ». La révolution n'a jamais semblé aussi lointaine. Dans tous les cas, nous n'avons jamais eu besoin des services des « professionnels de la profession » de votre acabit pour produire des courts-métrages ou parler des vigiles. Du reste, il nous paraîtrait bien humiliant de participer à la réalisation d'un documentaire qui défendrait les intérêts du Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale. Vous n'êtes pas sans savoir, tout « marxiste » que vous êtes, que le droit républicain n'a jamais été autre chose que la volonté de la classe possédante érigée en loi. Comme vous pouvez facilement l'imaginer, les craintes exprimées par les représentants des forces de l'ordre devant la prolifération des activités de sécurité privée ne sont pas sans nous faire sourire.

Le travail de l'Institut de démobilisation s'inscrit dans une perspective de contestation radicale, voire révolutionnaire, qui n'est manifestement plus la vôtre. L'article publié dans les pages du *Monde diplomatique* entendait jeter les bases d'un travail à venir sur les liens d'essence entre la sécurité privée et la propriété privée et frayer un chemin au concept de *gardien de la marchandise*. Parmi les multiples contacts que cet article n'a pas laissés de susciter, la grande majorité émane d'organisations ou de personnalités clairement conservatrices. Nous voyons là la mesure de notre échec, aussi bien que celle de notre succès.

Vous finissez votre courriel, comme d'ailleurs votre tribune du *Monde*, en évoquant la nécessité de se mettre au travail. L'Institut de démobilisation, que vous avez sorti de son sommeil dogmatique, a décidé de se lancer lui-même, et ce sans plus attendre, dans la réalisation d'un documentaire antispectaculaire sur les vigiles et le monde merveilleux de la marchandise. Nous ne sommes pas de ceux qui nous résignons au pire. Le réalisme économique est le réalisme des apostats. Un cinéma incontestablement révolutionnaire, délivré des intérêts du capital, et tourné seulement vers l'élargissement expérimental de la vie quotidienne, ne nous paraît pas hors de portée. Il va de soi que cela exigera un peu plus de nous que quelques louanges à l'adresse d'une comique suppression de la réclame sur les chaînes publiques. Il y a ceux qui convoitent les hôtels particuliers du ^{ix}^{ème} arrondissement de Paris, et il y a tous les autres. Dans tous les cas, je ne manquerai pas de vous adresser une copie de notre film rue Taitbout, le moment venu.

Vous n'êtes pas sans savoir qu'il existe des « hommes qui ont dit non »¹¹. Peut-être avez-vous été l'un d'entre eux, autrefois. Il y a les hommes qui ont dit non et les mêmes hommes qui disent oui, les mêmes hommes qui applaudissent à tout va. Il y a eu Charles Berg ; il y a

¹¹ JEM Productions a initié une collection de téléfilms historiques intitulée « Les hommes qui ont dit non », avec *Le dernier été*, consacré à Georges Mandel, *Un rêve d'Indochine*, consacré au Général Leclerc, Sartre, *l'âge des passions*, etc. [ndlr]

Jacques Kirsner.¹² Les révoltés d'hier sont souvent les spectateurs d'aujourd'hui. Pour notre part, nous ne nous sentons appartenir ni plus particulièrement aux premiers, ni plus particulièrement aux seconds. Nous continuons de croire féroce­ment aux évi­dences de la dialectique.

Nous vous prions, cher Monsieur Kirsner, d'agréer, etc

—

Institut de démobilisation
<http://i2d.blog-libre.net>
i2d@no-log.org

* * *

Objet : Re:

De : jemprod <jemprod@wanadoo.fr>

Date : Ven 29 février 2008 09:00

À : i2d@no-log.org

Priorité : Normale

—

Je vous ai évidemment lu avec plaisir et avec le sourire.

Vous n'êtes pas loin de conclure que mon envie de faire un film à partir de votre article était l'expression d'un alignement sur le capitalisme sécuritaire, mais vous y pensez très fort.

Quant à opposer ce que j'étais et ce que je suis, c'est assez amusant alors que je m'apprête à mettre en production « Louise Michel » qui, comme chacun sait, défendait l'ordre social.

Lorsque votre film militant aura été fait, je le verrai avec plaisir. Moi je milite en dehors des heures de travail, et au travail je produis des films dans une situation économique que je n'ai ni choisie ni voulue.

Veuillez agréer, etc.

Jacques Kirsner

JEM PRODUCTIONS

27 rue Taitbout 75009 PARIS

Tel. : 01 42 46 49 50 F 01 42 46 31 30

Site : www.jemproductions.fr

¹² Charles Berg a été secrétaire de l'organisation de jeunesse de l'Organisation Communiste Internationale (OCI), l'Alliance des jeunes pour le socialisme, au début des années 1970. Il était notamment chargé de l'« entrisme » dans le Parti Socialiste. Exclu de l'OCI en 1979, il emprunte le pseudonyme de Jacques Kirsner avant de travailler comme producteur dans l'audiovisuel. [ndlr]

9. Direction de la bibliothèque des Champs Libres.

—
10 cours des alliés
BP C. S. 33926
35 039 Rennes Cedex

—
Rennes, le 04/09/08

« L'utilisation des postes informatiques doit s'effectuer dans le respect des dispositions légales en vigueur réprimant notamment [...] la pédophilie. »
Extrait de la charte Internet

Objet : Quand les amis des enfants veulent en remontrer à de prétendus pornographes.

Mesdames et Messieurs les prélats des Champs Libres,

C'est avec la plus grande consternation que nous avons constaté l'interdiction de consulter le site Internet de l'Institut de démobilisation (<http://i2d.blog-libre.net>) depuis les bornes informatiques de votre Bibliothèque Municipale à Vocation Régionale, au motif que son contenu relèverait de la catégorie « Pornographie ».

Nous sommes impatients de comprendre.

Car :

1) Ou bien le responsable de la sécurité-réseau utilise des filtres douteux, puisqu'ils permettent de classer dans une catégorie jugée indésirable un site Internet qui n'a assurément rien à y faire ; ce qui pose immédiatement, bien plus que la question de la fiabilité de ces filtres, celle de leur mode de fonctionnement général, et donc de leur existence même, puisque ces filtres — conçus par de douteux ingénieurs auxquels les bibliothécaires confient aveuglément une partie toujours plus importante de leur travail — font le partage entre l'acceptable et l'inacceptable, entre le politiquement correct et le tabou, de manière automatique, et donc, qu'on le veuille ou non, *arbitraire*. Dans ces conditions, leur utilisation dans des établissements dits « de service public », comme votre « Bibliothèque d'Intérêt Communautaire », ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes déontologiques qui s'accommodent mal avec l'optimisme béat indéfectiblement affiché à l'égard des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les professionnels du milieu — à moins que la protection de l'intégrité morale et physique de nos petite têtes blondes justifie par elle-même de telles erreurs d'appréciation, voire quelques sacrifices ; de

même que les politiques antiterroristes des Etats-Nations occidentaux ont pu justifier quelques bavures policières : faute de grives, on mange les merles.

2) Ou bien il faut envisager, ce que nous ne faisons pas de gaieté de cœur, que vous ayez décidé, pour les raisons qui vont suivre, de *censurer* l'accès au site Internet de l'Institut de démobilisation ; l'accès à d'autres sites Internet, proches politiquement par leur contenu de celui-là, et sur lesquels apparaissent également, et à plusieurs reprises, le substantif « pornographie » et l'abréviation « porno », ne posant singulièrement aucun problème.

Il est vrai que l'Institut de démobilisation publiait un décembre 2006 un texte intitulé « Du droit de s'assoupir dans une bibliothèque municipale », dans lequel il était fait mention du détestable traitement que les vigiles des Champs Libres réservent aux lecteurs gagnés par le sommeil ; traitement qui entre incontestablement en contradiction avec l'in vraisemblable charabia censé représenter la philosophie de votre établissement (« La mission des Champs libres est de "donner du sens", de démontrer le "vivre en intelligence" [sic] »). — cf. <http://www.leschampslibres.fr>).

Il est vrai que quelques brochures éditées par l'Institut de démobilisation (#1 : [Vigiles]), dans lesquelles il est fait mention, à plusieurs reprises, de la bibliothèque des Champs Libres et de la manière dont on y sonde librement l'intimité des corps qui lisent, des corps qui baillent, des corps qui s'assoupissent, avaient été déposées sur les rayonnages de la bibliothèque, à l'intention du public.

Il est vrai encore que *Le Monde diplomatique* publiait en janvier 2008 un article de l'Institut de démobilisation, dans lequel le nom des Champs Libres apparaissait, dès la note 1, comme illustration notoire de ces lieux dits « de service public » qui participent en fait à la banalisation des dispositifs de sécurité et à la prolifération des sales gardiens de la marchandise.

Mesdames et Messieurs les sacristains, le délire techno-sécuritaire dans lequel votre grande surface de la culture pour tous s'est manifestement engagée depuis sa création — Christian de Portzamparc : architecte *policien* ? — au point de disposer des caméras de vidéosurveillance « dômes » motorisées dans les salles de lecture pour enfants,

— nous répétons : AU POINT DE DISPOSER DES CAMÉRAS DE
VIDÉOSURVEILLANCE « DÔMES » MOTORISÉES DANS LES SALLES DE
LECTURE POUR ENFANTS —

nous paraît extrêmement préoccupant et réclame, de votre part, une explication publique immédiate ; explication qui ne pourra se résoudre, vous en conviendrez, au sempiternel argument de la lutte contre le chapardage. Mais il nous paraît tout aussi préoccupant que, pour des raisons liées aux aléas de la fantaisie informatique dans notre hypothèse faible, ou pour des raisons plus funestes encore dans notre hypothèse forte, le site Internet de la seule organisation qui se soit manifestée à ce jour pour dénoncer la politique violemment licencieuse de votre établissement « qui donne à être » (cf. <http://www.ville-rennes.fr>), s'y trouve formellement interdit d'accès ; et ce, sous le fallacieux prétexte qu'on y exhiberait d'obscènes coïts susceptibles de heurter la sensibilité des plus jeunes — il est d'autres pornographies, et plus insidieuses encore.

Mesdames et Messieurs les satyres de la Bibliothèque Municipale des Champs libres, nous ne doutons pas que vous aimiez les petits enfants, et votre intransigeance à

l'égard de tout ce qui pourrait venir souiller leur chaste innocence vous honore. Mais autant que nous puissions en juger, embrasser les enfants est une chose, les étrangler en est une autre. Votre duplicité, Mesdames et Messieurs, vous accable. Quel sens donner au souci permanent, que vous prenez bien soin d'afficher en toute occasion, de les protéger de tout ce qu'Internet compte de phallus et de fellations, quand vous épiez au même moment, sur des écrans de télévision, leurs moindres faits et gestes, en silence, dans leur dos et dans le dos de leurs parents ; pendant que vous les déshabillez du regard à mesure que l'image de leurs petites bouilles roses vient délicatement impressionner des bandes vidéo consultables à loisir ?

Comme le disait judicieusement Lautréamont de celui qui étreint les fillettes pour les abriter des turpitudes d'autrui : « ce sont les siennes qu'on retrouvera bientôt au fond de leurs bouches ».

Veillez recevoir, Mesdames et Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

—

Institut de démobilisation

—

L'illustration jointe à ce courrier est extraite du *Guide du lecteur* de la Bibliothèque des Champs Libres, éd. 2007.

—

Une copie de ce courrier a été adressée à la rédaction de *Ouest France*, à la rédaction du *Rennais*, à la rédaction de l'*Info Métropole*, à Monsieur le Maire de la Ville de Rennes Daniel Delaveau, à la rédaction du *Bulletin des bibliothèques de France* et à l'Association des Bibliothécaires de France.

—

Les cloches sont passées ! Pour nous faire pardonner notre insolence, nous vous proposons de jouer à un grand jeu : plusieurs centaines de reproductions de ce courrier ont été dissimulées dans les rayonnages de la bibliothèques des Champs Libres. Vos vigiles sauront-ils les retrouver avant vos usagers-clients ?
Joyeuses Pâques !

—

Institut de démobilisation
<http://i2d.blog-libre.net>
i2d@no-log.org

10. Centre d'Art Contemporain de Lacoux.

—
« L'école »

Lacoux

01 110 Hauteville-Lompnès

centre.art.lacoux@wanadoo.fr

—
[Du 30 juin au 2 septembre 2007, dans le cadre de son exposition estivale, le Centre d'Art Contemporain de Lacoux (CACL), dans l'Ain (01), accueillait le projet ©box: *into the future*. La virulente section bugiste de l'Institut de démobilisation réagit immédiatement en publiant une brochure intitulée : « ©box: into the ass », disponible sur notre dépôt : <http://izd.blog-libre.net>; avant de passer à l'action.]

—
Dimanche 9 septembre 2007 19:39:42

Bonjour,
cher Institut de démobilisation...

Je vous remercie pour toute l'attention que vous portez à notre travail, nos recherches et nos questionnements.

Vous m'apportez un cours très intéressant pour les étudiants d'aujourd'hui sur la difficulté d'acceptation (doute existant de tout temps d'ailleurs !) des liens étroits qu'entretiennent l'art, l'argent et le politique.

L'art n'existe que par cette Sainte Trinité. Et je vous épargnerais un cours sur l'œuvre et la vie de Pierre-Paul Rubens ou Fabrice Hybert pour ne citer qu'eux...

Si l'objet se dématérialise, si l'œuvre s'immatérialise, si les outils technologiques confèrent à l'œuvre actuelle son statut par sa reproductibilité infinie et ses perpétuels changements d'états... c'est que l'œuvre d'art n'existe (au sein de cette sacrée union) que dans des relations, des interstices, des entre-deux...

Je n'aurais jamais cru que l'opportunité de déranger autant nous soit offerte sur un si beau plateau...

Nous sommes enchantés de déclencher une polémique : ne sachant pas au juste si c'est la forme de l'objet qui vous dérange le plus, ou parce que cet objet affirme un « noeud de réseaux » !

L'œuvre d'art n'est plus une arborescence hiérarchisée (l'arborescence désigne la représentation d'une structure hiérarchique à plusieurs niveaux, rappelant la structure d'un arbre).

L'œuvre d'art en ce début de XXI^{ème} siècle, s'affirme comme un réseau (du latin *retiolus*, diminutif de *retis*, filet. Voir réticulé, réticulaire, caractérisant les objets ayant une structure de filet) : c'est un ensemble de nœuds reliés entre eux par des canaux.

Les nœuds peuvent être à leur tour des sous-réseaux complexes. Les canaux permettent la circulation de flux d'énergie, d'informations, de personnes...

Je vous remercie aussi pour votre capacité d'utilisation du mail, votre engagement ; merci pour votre anonymat ; merci pour ces questions autour de la délation (je crois que vous avez travaillé dessus également) ; merci pour l'usage de la vulgarité et surtout du manque de références personnelles (merci de copier nos dossiers).

Je vous remercie pour votre aptitude à ne jamais construire.

Vous m'apportez encore l'exemple parfait pour enseigner aux étudiants d'aujourd'hui, de ce que signifie « s'engager » et « argumenter ».

La démobilisation arrive toujours après la bataille.

Au plaisir de vous rencontrer,

Carol Brandon

* * *

Lundi 10 septembre 2007 06:49:52

Madame, Monsieur

Toute réaction peut être entendue dès lors qu'elle est constructive et non établie sur une réaction subjective. D'autant quand elle est aussi vulgaire — et révélatrice donc — : terrain sur lequel nous n'intervenons pas.

L'art actuel est source de débats : vous en faites la preuve. Si tant est qu'il s'agit d'un débat constructif, il peut être nourri. Je crois que nous en sommes, malheureusement, bien loin.

Pour information, le Cacl ne travaille plus avec le laboratoire GlaxoSmithKline depuis quelques années déjà. Je vous remercie d'actualiser vos données quant au fonctionnement actuel du Cacl afin de ne leurrer personne et discréditer à outrance.

Vous semblez intéressés par notre structure : nous nous ferions un plaisir de vous adresser un dossier de présentation de celle-ci si tant est que nous avons autre chose qu'une adresse mail.

Salutations distinguées,

Le Cacl (Hélène Lallier)

« La démobilisation arrive toujours
après la bataille. »
—

Carol Brandon — Projet ©box